



ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION



Place du Maréchal
de Lattre de Tassigny
(Porte Dauphine)
PARIS-XVI

Tél. : KLEber 50-20

Adresse télégraphique :
OTAN PARIS ou
NATO PARIS

NATO CONFIDENTIEL

Au : Secrétaire Général

c.c. Secrétaire Général délégué
SGA pour les Affaires politiques

Du : Secrétaire Exécutif délégué

GROUPE SPECIAL SUR LES TACHES FUTURES DE L'ALLIANCE

Compte rendu d'une réunion tenue au Siège
Permanent, le lundi 13 mars 1967, à
15 heures

EXAMEN D'UN DOCUMENT DE TRAVAIL ETABLI PAR LE SECRETARIAT D'APRES
LES PROPOSITIONS DES DELEGATIONS

1. Le PRESIDENT déclare que le document de travail qu'il vient de communiquer aux délégations a été établi d'après les documents que certaines d'entre elles lui avaient communiqués et ne doit être considéré que comme une base de discussion. Il rappelle que le Groupe spécial doit prendre un certain nombre de décisions concernant le nombre des sous-groupes à constituer, les tâches qui devront leur être assignées et la procédure à suivre. Il s'est donc efforcé de se limiter aux problèmes essentiels auxquels il est indispensable de trouver une solution pour que les travaux puissent commencer avant Pâques, compte tenu du fait que le Groupe spécial doit présenter un rapport aux Ministres pour le début de juin. Il fait observer que dans son document de travail il n'a pas fait mention, à dessein, du choix des rapporteurs, non qu'il méconnaisse l'importance de ce point essentiel mais il ne s'est pas jugé en mesure de faire des suggestions, même à titre indicatif, sans connaître le point de vue des gouvernements. Il souhaiterait que les délégations lui fassent savoir quels sont les sous-groupes pour lesquels elles envisagent de désigner un rapporteur ainsi que le nom de ce rapporteur. Afin que le calendrier établi puisse être suivi, ces informations devraient lui parvenir vers le 20 mars au plus tard. En demandant aux membres du Groupe de lui présenter leurs observations il leur suggère de suivre l'ordre qu'il a adopté dans son document de travail.

2. Le REPRESENTANT du DANEMARK déclare qu'il n'a pas eu le temps de se former une opinion définitive et que ses commentaires doivent être considérés comme des vues préliminaires. Se référant au point I "Sujets" il fait observer que certaines de ces 7 grandes catégories de questions qui doivent être étudiées par 7 sous-groupes sont en fait étroitement liées et que par exemple les sujets, 2 et 3 d'une part, 5 et 6 d'autre part, pourraient être affectés respectivement à deux sous-groupes, ce qui réduirait à cinq le nombre total de ces sous-groupes. En ce qui concerne l'organisation des études et plus particulièrement la responsabilité des délégations dans la préparation des études et dans le choix des rapporteurs, il souhaiterait que le texte du paragraphe

en tête de la page 3 soit moins affirmatif et que le terme "should select" soit remplacé par "may select". Quant au rapport intérimaire à présenter aux ministres, il se demande s'il est indispensable de prévoir une réunion du Groupe spécial à un niveau politique élevé dans le courant de mai. Il marque enfin son accord sur la dernière partie du document.

3. Le REPRESENTANT de la BELGIQUE tient d'abord à faire une remarque générale sur la rapidité plus ou moins acceptable dans le déroulement des travaux. Avec le souci d'éviter un travail hâtif, il insiste pour que la méthode suivie jusqu'ici soit respectée, c'est-à-dire qu'un délai de réflexion soit laissé chaque fois que des propositions sont présentées. Il est prêt à prendre comme base de discussion le document de travail établi par le Secrétaire Général et il remercie ce dernier d'avoir tenu compte des propositions formulées par sa délégation le 8 mars. Il est en mesure d'accepter les propositions concernant l'organisation des études. Il envisagerait pour sa part une organisation comprenant trois échelons:

- un Groupe directeur (Steering Group) c'est-à-dire le Groupe spécial composé de représentants permanents qui exercerait un contrôle et une coordination constante des études,
- les sous-groupes,
- enfin une réunion à un niveau politique élevé pour une dernière consultation avant la rédaction du rapport final.

4. Il est d'accord avec les suggestions du document de travail concernant la présentation des études. Quant à la responsabilité des délégations en la matière, il estime que le seul critère doit être l'efficacité et il accepterait n'importe quelle méthode qui serait satisfaisante de ce point de vue. Quant au programme de travail, c'est-à-dire les sujets à traiter, il aurait pu accepter la liste proposée par le Secrétaire Général comme une sorte de table des matières. Il pose cependant la question de savoir qui du Groupe spécial ou des sous-groupes aura la responsabilité d'élaborer dans le détail les questions qui entreront dans chacune des grandes catégories qui ont été définies. Il accepterait que les sous-groupes établissent une série de questions et les soumettent au Groupe spécial.

5. Sur le plan pratique il propose que le Groupe spécial se mette d'accord ad referendum sur un certain nombre de sous-groupes sur leur composition et si possible sur la question des rapporteurs. Il serait, à son avis, souhaitable que les délégations puissent indiquer dès maintenant quels sont les sujets dont elles envisagent de prendre la responsabilité.

6. Le REPRESENTANT du ROYAUME-UNI exprime le vœu que le Groupe spécial en termine au plus tôt avec les problèmes de procédure afin de s'attaquer à sa tâche essentielle. De ce point de vue il a accueilli avec satisfaction le document de travail présenté par le Secrétaire Général parce qu'il constitue un pas en avant. En ce qui concerne la liste des sujets, il partage l'avis du Danemark concernant l'opportunité de réduire le nombre des sous-groupes. Il estime néanmoins qu'avant d'aborder la question du nombre des sous-groupes, il conviendrait de déterminer leur composition. Il envisage difficilement ce que pourrait être le fonctionnement de ces sous-groupes et comment ils pourraient avoir des discussions fructueuses si les rapporteurs étaient choisis parmi des personnalités de rang très élevé. Toutefois il reconnaît les avantages qu'il y aurait à confier à une délégation la responsabilité

d'une étude déterminée. Compte tenu de ces remarques, il propose que les sujets 1 et 2, soient confiés à un seul sous-groupe, et les sujets 3, 5 et 6 à un autre sous-groupe. D'une manière générale il pense que dans le choix des sujets à étudier, il serait bon de ne pas chercher à séparer l'analyse de la situation des objectifs de l'Alliance. Il serait prêt à accepter une liste assez large de questions qui seraient réparties entre les délégations. Quant à l'organisation des travaux dans le cadre des sous-groupes, il insiste pour que ceux-ci ne puissent décider d'entreprendre une étude sans l'approbation du Groupe spécial. Cette disposition lui paraît essentielle pour éviter qu'une divergence de vues toujours possible puisse être connue en dehors de l'organisation.

7. Le REPRESENTANT du CANADA soumet d'abord une observation générale sur la présentation même des sujets d'étude. Il ne voudrait pas que les grandes catégories de questions qui ont été indiquées soient considérées comme un mandat rigide dont les sous-groupes ne pourraient s'écarter. Il s'associe à la proposition du Royaume-Uni tendant à grouper les questions 3, 5 et 6. Il pense que si l'on se réfère à la résolution prise par le Conseil le 16 décembre dernier, les questions 3 et 6 sont étroitement liées. Quant au rôle des rapporteurs, il serait d'avis de laisser à la procédure toute la souplesse possible. Il estime que les travaux progresseront dans les sous-groupes dans la mesure où ceux-ci pourront échanger leurs idées. Dans le cas où un sous-groupe se trouverait devant une difficulté insurmontable, il appartiendra au Groupe spécial de la résoudre. Comme l'a fait observer le représentant du Royaume-Uni, il reconnaît que tout doit être fait pour que l'opinion publique ne se méprenne pas sur les intentions qui ont été à l'origine de la création du Groupe spécial.

8. Le REPRESENTANT de la TURQUIE se félicite de ce que les instructions données par le Conseil lors de la session ministérielle de décembre, aient en quelque sorte servi de fil conducteur dans la rédaction de la liste des sujets qui viennent d'être proposés par le Secrétaire général. Il estime que les questions 2, 3 et 5 sont liées en tant qu'analyse de la situation de l'Alliance proprement dite y compris dans ses relations avec le Tiers monde. Il n'est pas entièrement satisfait de l'expression "l'Europe libre" (Free Europe) s'il s'agit des membres européens de l'Alliance. Quant à l'organisation des travaux il s'associe aux remarques du représentant de la Belgique concernant les trois échelons à envisager. Il s'associe également aux remarques du représentant du Canada sur le fait que toute liste de sujets ne doit pas être limitative. En ce qui concerne le rôle des rapporteurs, il se ralliera à la majorité. En conclusion, il exprime le vœu que la synthèse extrêmement complète et intéressante qu'a établie le Secrétaire général permette d'accélérer la procédure, afin que les travaux puissent commencer au plus tôt.

9. Le REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE exprime un accord de principe sur l'ensemble du document de travail. Après un examen préliminaire de la liste de sujets proposés, il lui paraît bon de rappeler les phases de l'étude décidée par le Conseil sur l'avenir de l'Alliance: l'analyse d'une part, les travaux et conclusions d'autre part. Il voudrait donc que les sous-groupes s'attachent d'abord à déterminer les faits. Pour faciliter le travail, il est d'avis de limiter le nombre des questions, et par conséquent des sous-groupes, et de confier à ces derniers des tâches aussi simples que possible. De ce point de vue, la rédaction de certains "sujets" lui paraît trop détaillée. Cette remarque s'applique tout particulièrement au sujet No. 2 qui englobe le problème allemand. Dans la recherche systématique des faits qui composent la situation actuelle, il souhaiterait que les sous-groupes ne perdent pas

de vue les études déjà effectuées. Il n'a pas d'objection à ce que la politique défensive de l'Alliance soit examinée dans un sous-groupe, à condition que celui-ci ait recours en cas de besoin au DPWG, au DPC ou au Comité militaire.

10. Il est en général d'accord avec la procédure proposée, mais il exprime certaines réserves quant au système des rapporteurs. Il envisagerait plutôt que des délégations soient chargées d'établir des documents de travail qui seraient ensuite examinés dans les sous-groupes, et dont le Secrétariat établirait la synthèse, afin que le sous-groupe compétent établisse le rapport final.

11. Le REPRESENTANT de la GRECE est prêt à accepter la liste des sujets proposés à condition qu'elle ne soit pas limitative. S'il n'a pas d'objection à ce que des sous-groupes soient constitués, il souhaiterait que les structures existantes soient également utilisées. Il rappelle à ce propos la proposition que le Royaume-Uni avait présenté à la dernière réunion concernant l'utilisation du Comité politique. Il ajoute que dans quelques semaines se tiendront un certain nombre de réunions d'experts ainsi qu'une réunion de l'APAG à Athènes. Il estime que les éléments d'information que ces divers groupes sont en mesure de fournir ne doivent pas être négligés.

12. Le REPRESENTANT de la FRANCE rappelle qu'il n'a pas eu la possibilité de demander des instructions à ses autorités, et qu'il exprimera son avis à titre personnel. Il s'associe pleinement aux déclarations des représentants de l'Allemagne et de la Grèce. Il est d'avis de déterminer des sujets très larges englobant la totalité de la politique mondiale, étant entendu que les problèmes tels que la sécurité européenne, l'Allemagne, doivent être traités de façon plus approfondie. En ce qui concerne l'Allemagne il rappelle que quatre puissances membres de l'Alliance ont dans ce domaine une responsabilité particulière. Quant à la procédure, il se demande si la création de sous-groupes et la désignation de rapporteurs sont absolument indispensables. Il rappelle que les représentants permanents ont l'habitude de travailler ensemble et qu'ils disposent d'organismes tels que le Comité politique et l'APAG auxquels ils peuvent assigner certaines tâches. L'une des objections principales qu'il voit au système de rapporteurs réside dans le fait que ceux-ci ne présentent aucun intérêt s'ils parlent en leur nom propre et qu'ils représenteront fatalement les vues de leur gouvernement.

13. Le REPRESENTANT de la NORVEGE déclare qu'il avait reçu comme instruction d'accepter la proposition que la Belgique avait présentée à la dernière réunion. Dans la mesure où le document de travail du Secrétaire général reprend la plus grande partie de cette proposition, il lui paraît donc acceptable. Il rappelle néanmoins qu'il n'a pas eu la possibilité de demander des instructions nouvelles et qu'il se réserve le droit de présenter des observations à une prochaine réunion. A titre personnel il se rallie aux propositions qui ont été formulées pour réduire le nombre des sujets à traiter. Il attache un intérêt particulier aux problèmes qui constituent le sujet No. 3.

14. Le REPRESENTANT des ETATS-UNIS déclare que la synthèse établie par le Secrétaire général lui paraît parfaitement acceptable tant sur le fond que sur la procédure. En ce qui concerne la procédure, il attache une certaine importance à ce que le Groupe spécial se réunisse à un niveau politique élevé dans le courant de mai. Il s'associe aux remarques du Royaume-Uni tendant à imposer aux sous-groupes de ne pas décider d'entreprendre une étude sans l'autorisation expresse du Groupe spécial. Quant aux propositions qui ont été faites en faveur

d'une réduction du nombre des sous-groupes, il n'a pas d'opinion définitive, tout en reconnaissant que sept sous-groupes constituent une organisation assez lourde. Il considère que le sujet No. 6 qui porte sur la consultation pourrait être supprimé parce que ce problème est très largement traité dans le rapport des Trois Sages. Comme le représentant de la France, il estime que des études qui porteraient sur un règlement européen et sur l'Allemagne devraient tenir compte des responsabilités particulières de certains membres de l'Alliance. La rédaction du sujet No. 3 devrait à son avis être modifiée afin d'indiquer clairement qu'il ne s'agit pas d'opposer le concept européen au concept atlantique. Il considère enfin que tous les instruments dont dispose l'OTAN doivent être utilisés pour les besoins du Groupe spécial, et notamment les experts sur la politique soviétique qui vont se réunir prochainement. Quant à la désignation de rapporteurs, il se demande si le système de candidature présenté par des délégations est réellement souhaitable dans un travail collectif. Il pense que la répartition des tâches devra être discutée de façon plus approfondie.

15. Le REPRESENTANT de l'ITALIE se rallie aux remarques du représentant du Danemark concernant la réduction du nombre des sous-groupes qui pourrait à son avis être ramené à trois. Il partage également les vues des représentants du Royaume-Uni, de la Grèce et de la France sur l'opportunité d'utiliser des organismes existants qui ont fait leurs preuves. En ce qui concerne le rôle et la personnalité des rapporteurs, il souhaiterait que ceux-ci travaillent dans le cadre des sous-groupes, en liaison étroite avec le Groupe spécial et sous l'égide du Secrétaire général afin que les travaux soient convenablement coordonnés. Il pense enfin que la question du mandat à leur confier doit être discutée.

16. Le REPRESENTANT des PAYS-BAS déclare que ses autorités avaient pris connaissance des propositions présentées à la dernière réunion, et n'avaient pas formulé d'objections de principe sur la proposition de la Belgique. Il pense donc que la synthèse très utile qui a été établie par le Secrétaire général sera également acceptée. En ce qui concerne les sujets à traiter, il souligne l'importance que les Pays-Bas attachent à ce que soient étudiées, dans le cadre du sujet 3, les conséquences d'une unification progressive de l'Europe occidentale sur l'avenir de l'Alliance. Quant au sujet 4, il reconnaît que l'avenir de l'Alliance ne peut être envisagé sans que l'on tienne compte de sa politique défensive, à condition que les études ne fasse pas double emploi avec les travaux entrepris dans le cadre du DPC. Il pense que les études découlant de la proposition HARMEL devraient être orientées vers un avenir plus lointain.

17. Sur le plan de la procédure, les autorités ne seraient pas très favorables à un système nouveau où l'unité qui existe entre le Secrétariat international, les délégations et les capitales ne serait pas maintenue. Néanmoins, elles ne sont pas systématiquement opposées à un changement du système établi qui permettrait de rechercher des solutions neuves, ce qui n'a pas été possible jusqu'ici avec les organismes existants. Elles n'auraient pas d'objection de principe à la désignation de rapporteurs, si certaines limites étaient imposées à leur action. Il conviendrait en particulier de préciser comment les résultats de leurs travaux pourraient être approuvés. Une solution consisterait à reconnaître que les études sont effectuées sous la responsabilité du Gouvernement qui en a pris la charge, mais que la préparation et la coordination du travail sont la responsabilité de Secrétariat international et du Secrétaire général, ce dernier étant chargé de présenter le rapport final aux ministres. Néanmoins, les pays-Bas se rallieront à la majorité pourvu que les solutions adoptées

contribuent au renforcement de l'Alliance.

18. Le REPRESENTANT de la BELGIQUE souligne que l'organisation des travaux doit être conçue en fonction des décisions prises par le Conseil le 22 février dernier, où se trouvent tracées les grandes lignes d'une procédure nouvelle, répondant aux exigences de la situation actuelle. Il fait observer que ces décisions prévoient même les trois échelons dans la consultation dont il a fait état dans sa déclaration précédente. Il n'est pas opposé à ce que le Groupe spécial utilise les structures existantes, mais uniquement lorsqu'il le jugera nécessaire, et sans que ce recours soit, en quelque sorte, institutionnalisé et obligatoire. Il constate d'ailleurs qu'avec certaines nuances, tous les membres du Groupe seront très prêts de se mettre d'accord sur une procédure. Il estime en particulier qu'il devrait être possible de définir une liste de sujets qui pourraient être confiés à trois ou quatre sous-groupes. Il n'insisterait pas, pour sa part, sur une réunion à un niveau politique élevé avant l'établissement du rapport final. Il propose de charger le Secrétaire général d'élaborer d'après la discussion une proposition concernant les tâches de ces sous-groupes. La question des rapporteurs serait discutée lorsque ce problème aurait été réglé.

19. Le PRESIDENT s'associe pleinement à cette déclaration. Il souligne que, dans l'esprit de la décision du Conseil, le caractère exceptionnel de la tâche qui a été confiée au Groupe spéciale exige des procédures exceptionnelles. Il a eu, pour sa part, le souci de résumer les diverses propositions. Au point où en est arrivée la discussion, il souhaiterait que, sans attacher une importance exagérée à une distinction assez artificielle entre analyse, d'une part, travaux et conclusions, d'autre part, le Groupe spécial se donne les moyens d'entreprendre immédiatement une analyse critique de la situation.

20. Abordant les objections qui ont été soulevées au cours de la discussion, il reconnaît pleinement la nécessité de ne pas empiéter sur les responsabilités du DPC concernant la politique défensive de l'Alliance, mais il ne pense pas que cette question puisse être omise lorsqu'il s'agit de l'avenir de l'Alliance. La même remarque s'applique au problème allemand.

21. En ce qui concerne le nombre des sous-groupes il fait observer que ce nombre sera limité en fonction du nombre des personnes qui, dans chaque délégation, sera en mesure de participer aux travaux. Il tient aussi à mettre en garde le Groupe spécial contre les dangers qu'il y aurait à confier à un même sous-groupe plusieurs sujets trop vastes, même s'ils sont liés. Il considère que, dans ce cas, le sous-groupe ferait bien de désigner plusieurs rapporteurs qui travailleraient séparément. Avec ces réserves, il propose que, conformément aux suggestions qui ont été faites au cours de la discussion, quatre sous-groupes soient constitués:

- le sous-groupe 1, qui étudierait les sujets 1 et 2, avec 2 à 3 rapporteurs;
- le sous-groupe 2, qui étudierait les sujets 3, 5 et 6, avec 2 à 3 rapporteurs;
- le sous-groupe 3, qui étudierait le sujet 4, avec un seul rapporteur;
- le sous-groupe 4, qui étudierait le sujet 7, également avec un seul rapporteur.

22. Toute question, que les sous-groupes aimeraient poser à des organismes extérieures, devrait être approuvée par le Groupe spécial.

23. Il demande que les délégations lui fassent des suggestions quant à la rédaction des tâches à confier à ces sous-groupes. En conclusion, il demande si le groupe spécial peut prendre les décisions suivantes:

- Approuver une procédure comprenant trois échelons: le Groupe spécial, un certain nombre de sous-groupes travaillant avec des rapporteurs, des réunions à un niveau politique élevé;
- Approuver la liste des sujets proposés, étant entendu qu'elle n'est pas limitative;
- A une prochaine réunion, le Groupe spécial pourrait étudier un projet de directives aux sous-groupes dont le texte serait établi par le Secrétariat avec l'aide des délégations et où les tâches des sous-groupes seraient décrites de façon assez large;
- Il devrait également choisir les rapporteurs.

24. Le REPRESENTANT de l'ITALIE ayant demandé si les rapporteurs seraient désignés par le Groupe spécial ou par les sous-groupes, le PRESIDENT précise que la première étape consistera pour chaque sous-groupe à choisir une délégation d'effectuer une étude sur un certain aspect des problèmes dont il aura reçu la charge. Cette délégation désignera un rapporteur, qui soumettra les résultats de ses travaux au sous-groupe, lequel décidera ensuite de la méthode à suivre pour élaborer le rapport final qui sera soumis au Groupe spécial.

25. Le REPRESENTANT de l'ITALIE accepte cette procédure, à condition que le mandat des sous-groupes soit d'abord défini.

26. Le REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE ajoute que le Groupe spécial doit continuer d'exercer un certain contrôle sur les activités de ses sous-groupes, y compris sur la désignation des rapporteurs.

27. Pour conclure cet échange de vues, le REPRESENTANT de la BELGIQUE suggère que le Secrétaire général soit le premier des rapporteurs et qu'avec les éléments dont il dispose et l'aide des délégations, il établisse la définition des tâches qui seront confiées aux sous-groupes, en les groupant sous quatre grandes rubriques.

28. Le REPRESENTANT du PORTUGAL accepte cette suggestion à condition que les sept sujets figurant dans le document de travail soient repris, y compris le sujet No. 6 concernant la consultation.

29. Le REPRESENTANT des PAYS-BAS fait observer que les divers sujets d'étude entrent dans deux grandes catégories:

- l'évolution de la situation
- ses conséquences.

Il ajoute que la consultation ne peut être que le résultat d'études antérieures.

30. Le REPRESENTANT de la TURQUIE considère que les grandes catégories de sujets sont au nombre de trois:

- les relations entre l'Europe et les Etats-Unis
- les relations entre les pays européens et leur influence sur l'Alliance
- les enseignements qui ont été tirés du rapport des Trois Sages, par exemple les rapports entre alliés.

31. Les REPRESENTANTS du ROYAUME-UNI et du CANADA acceptent la proposition de la Belgique, à condition que la liste des sujets qui sera soumise à l'approbation des gouvernements soit suffisamment large pour qu'un accord puisse être immédiatement réalisé et que le Groupe spécial conserve une certaine latitude.

32. Le REPRESENTANT de la FRANCE accepte que le Secrétaire général présente une nouvelle formulation des sujets à traiter. Pour en réduire la liste, il est d'avis de remettre à plus tard l'étude des sujets 6 et 7. Il se demande par ailleurs s'il est utile d'aborder le sujet No. 5 concernant la situation dans des régions, qui n'entrent pas dans le cadre du traité.

33. Le REPRESENTANT des ETATS-UNIS donne à son tour son accord. Pour que le Groupe spécial puisse régler toutes les questions de procédure à sa prochaine réunion, il suggère que le Secrétaire général établisse non seulement une liste des sujets, mais qu'il formule également des suggestions quant à leur répartition entre les délégations.

34. En conclusion, le PRESIDENT déclare qu'il établira pour le jeudi 16 mars au plus tard un nouveau document de travail sur lequel une première discussion pourrait avoir lieu dès le vendredi 17 au cours d'une session très restreinte des Représentants permanents. Il insiste pour que les délégations s'efforcent d'obtenir rapidement des instructions de leurs autorités, afin qu'une décision définitive puisse être prise sur l'ensemble de problèmes de procédure le lundi 22 mars au plus tard.


F.C. MENNE

13/3/62 y

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DÉCLASSIFIÉ - MISE EN LECTURE PUBLIQUE